

A LA PORTE les ministres des trusts !

Communistes-français et Socialistes

Le prix de l'unanimité nationale

Une fois de plus, le peuple de France a fait tous les frais de l'« unanimité nationale ». La dernière facture est particulièrement onéreuse, puisqu'il s'agit de la capitulation de la Chambre à majorité ouvrière devant la toute puissance des banques et devant leur main-mise sur l'Etat et sur l'économie.

Une fois de plus le fondé de pouvoir des Trusts, le général de Gaulle, a jeté son képi à 2 étoiles dans la balance. Ses menaces ont fait instantanément rentrer sous terre d'in-

Les yeux s'ouvrent

Cette politique que nous n'avons cessé de défendre sans équivoque s'impose aujourd'hui à tous les travailleurs conscients. La parodie de nationalisation des banques a ouvert bien des yeux.

Quel militant ouvrier, quel électeur socialiste ou communiste ne se pose pas en lui-même ces questions: « Comment? Nous sommes dans le pays DIX MILLIONS à voter pour l'expropriation des maîtres de la finance. Nous sommes DIX MILLIONS à voter pour les candidats ouvriers. Nous avons la majorité dans le pays. Nos représentants ont la majorité à la Constituante. Rien ne semblait pouvoir s'opposer à notre volonté impérieuse. Un simple décret pouvait la réaliser grâce à notre appui, car nous étions prêts à combattre les trusts pour de bon. Et rien ne se fait. Les banquiers continuent de mener le jeu.

Les forces en présence

M. André Philip, au nom du P.S., leur a objecté du haut de la tribune que ce n'est pas avec une majorité parlementaire de 15 voix que l'on peut réaliser les nationalisations. Mais l'expérience est faite. Nous avions raison: ce n'est en aucun cas en « collaborant » avec les Plevens, de Gaulle et autres agents des trusts que l'on peut s'attaquer aux privilèges des trusts. Ce qu'il y a de profondément vrai dans la déclaration de M. Philip, c'est qu'une majorité de 15 voix, ou même de 150 voix au Parlement, ne sert à rien si les élus et les partis ouvriers se privent délibérément de l'appui immense que fournirait la mobilisation des masses travailleuses au quartier, à l'usine, dans les campa-

Les plaidoiries continuent

Les chefs des vieux partis ouvriers s'efforcent de décharger leur responsabilité aux yeux des travailleurs. Blum, dans une indigente plaidoirie, charge les communistes-français, allant jusqu'à leur reprocher d'avoir été, « durant toute cette aventure, hors de l'Assemblée et dans l'Assemblée, les artisans les plus zélés de la conciliation » (« Populaire », 5 déc.). Allons, Monsieur Blum, pas de fausse modestie. Vos amis Noguères, Aurioi,

Les jeux sont-ils faits?

Plus brillante assurément est la plaidoirie de Pierre Hervé, le nouvel éditorialiste de « l'Humanité ». Avec opiniâtreté, il défend la thèse suivante: 1° Nous avons les mains liées par la faute des socialistes. Ils ont fait voter oui-oui, et ils s'accrochent au M. R. P. qui s'accroche à de Gaulle; 2° « Les jeux étaient faits, les jeux restent faits » (« Humanité » du 7 décembre); 3° « On ne peut pas non plus s'offrir une crise ministérielle toutes les semaines » (ibid.). Les travailleurs ont l'habitude de juger non sur les phrases, mais sur les actes. Or, à aucun moment, le P.C.F. n'a mené une action réelle pour le gouvernement des partis ouvriers. Jamais même ce mot d'ordre n'a été inscrit dans son programme. D'abord, le 13 novembre, ses représentants ont mêlé leurs voix aux pires réactionnaires pour plébisciter de Gaulle.

Un gouvernement stable

Il serait évidemment stupide de « s'offrir une crise ministérielle toutes les semaines ». Mais la crise ministérielle, elle n'est pas hebdomadaire, elle est QUOTIDIENNE avec l'actuel gouvernement de coalition. Les dernières menaces de de Gaulle à la Chambre en sont une manifestation éclatante. Il n'y a qu'un moyen d'éviter les crises ministérielles permanentes: c'est de respecter la volonté du peuple, c'est de former le gouvernement de la majorité P.C.F.-P.S. Si « l'Humanité », au lieu de donner à Blum les moyens de prolonger l'équivoque — nécessaire à la survie de son parti — en proclamant que les

Appel aux Travailleurs

Il n'y a pas de temps à perdre en vaines plaidoiries. C'est aux travailleurs de la ville et des champs de se mobiliser à l'appel de notre parti pour imposer non seulement à la bourgeoisie, mais à leurs propres élus, le respect de leur volonté. A la porte, les ministres des trusts! Tout le pouvoir aux Communistes-

sifs amendements au projet Pleven, le projet des banquiers.

Une fois de plus se vérifie l'entière justesse de notre politique: IL FAUT ROMPRE LA COALITION, IL FAUT FORMER UN GOUVERNEMENT DES PARTIS OUVRIERS, CAR L'« UNANIMITÉ NATIONALE » NE PEUT SIGNIFIER AUTRE CHOSE QUE LE SACRIFICE DES INTERETS DE L'IMMENSE MAJORITÉ DU PEUPLE EXPLOITÉ AUX PRIVILEGES DE LA MINORITÉ DE CAPITALISTES, DE SPECULATEURS ET DE MAGNATS

Ca ne va pas. IL Y A UN OBSTACLE! Mais où est-il? De Gaulle? Pleven? Les Radicaux? Le M.R.P.?

Oui! tous sont ennemis de la classe ouvrière et amis des banquiers. Mais cela n'explique rien. Ces gens là n'ont pas derrière eux les producteurs, éléments les plus actifs et les plus conscients du pays! Ni une C. G. T. forte de 6 millions de membres. Ils sont même sérieusement en minorité à la Chambre! Alors?

Alors, c'est que nos députés mènent mal leur affaire. Ils auraient dû former un gouvernement pour nous, sans ces sacrés agents des trusts. Ils peuvent le faire aujourd'hui, demain. Ils n'ont qu'à s'entendre entre eux, ils sont sûrs de réussir. Nous les aidons!

Voilà ce que pensent les travailleurs: à la porte les ministres capitalistes! tout le pouvoir aux socialistes et aux communistes français. Ils pensent en trotskystes!

Il y a UN OBSTACLE! Mais où est-il? De Gaulle? Pleven? Les Radicaux? Le M.R.P.?

Il y a DEUX CLASSES EN FRANCE. Le rapport entre leurs forces ne se mesure pas à la Constituante, mais dans l'ensemble du pays où une force invincible est tenue dans l'inaction par des chefs collaborateurs-de-classe.

Cette tactique de passivité qui fut celle des social-démocrates allemands, prépare, sous l'étiquette du « réalisme », de terribles déceptions, de terribles défaites! Que peut-il arriver d'autre, en effet, à une armée dont les chefs ne penseraient qu'à capituler et à s'entendre avec l'ennemi?

Philip et vous-même, vous avez beaucoup fait pour la conciliation avec les agents des trusts!

Votre plaidoirie n'est pas de nature à tromper les travailleurs socialistes qui, de plus en plus nombreux, entrent en opposition ouverte avec la direction capitalarde du Parti et qui ne s'arrêteront pas dans le marais centriste des opposants de votre majesté!

Même au plus profond de la crise qui a suivi, la formule du P.C.F. est restée le gouvernement « tripartite ». Duclos a fait vague allusion à un gouvernement avec les socialistes ET LES RADICAUX, mais seulement après que les socialistes eurent pris position contre un gouvernement sans M.R.P. et que celui-ci ait juré fidélité à de Gaulle!

Enfin, dans son discours du 4 décembre, le même Duclos concluait: « Si nos compagnons de route (les de Gaulle, Pleven, Giacobbi et autres agents des trusts) sont plus vite essouffés que nous, nous devons tenir compte de cette situation, CAR C'EST ENSEMBLE QUE NOUS DEVONS FAIRE LA ROUTE! »

Les mains liées? Allons donc. C'est VOUS-MEMES qui vous liez les mains! Les jeux sont faits? C'est-à-dire que vous n'appliquerez pas votre programme. Mais les atouts, c'est vous qui les avez en main pour le moment!

jeux sont faits, menait une campagne énergique pour le gouvernement des partis ouvriers, elle pourrait se passer d'arguties.

Une telle campagne de presse, appuyée à la Chambre et surtout dans le pays par une vaste agitation avec tracts, affiches, meetings, rassemblements, mettant en œuvre, par exemple, les mêmes moyens que la campagne des oui-non, obligerait Blum, soit à se démasquer, ce qui serait un suicide politique, soit à s'incliner devant la volonté des masses travailleuses. Car aucun gouvernement ne peut se concevoir à l'heure présente sans la participation du P. C. F.

français et aux Socialistes pour appliquer leur programme, la totalité d leur programme!

Notre parti propose au P.C.F. d'engager en commun une action immédiate pour ces objectifs. Les travailleurs désirent une réponse claire et rapide.

LA VÉRITÉ

Premier journal paru dans la clandestinité (N° 1 août 1940)

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale)



Bulletin intérieur

Prix : 2 francs

prenez tout le pouvoir!

EXPROPRIATION DES MARGOULINS DE LA SPÉCULATION!

Une parodie

Le Gouvernement d'« unanimité nationale » vient de réaliser A SA FAÇON la nationalisation du Crédit, premier point du programme du C.N.R.

Résumons la nouvelle situation: 1° Cinq banques de dépôts, dont la Banque de France, sont nationalisées. MAIS les actionnaires restent actionnaires. Pour cinquante ans leur est accordée une lourde hypothèque sur l'Etat et d'énormes prélèvements sur les impôts payés par les masses laborieuses.

MAIS, par un système d'organismes compliqués — dont Léon Blum s'étonne avec sa naïveté bien connue — les 200 familles et leurs valets de l'Inspection des Finances continuent à régner en maîtres sur ces établissements.

MAIS il n'est établi aucun contrôle des employés de banques ni des masses laborieuses sur ce centre nerveux de l'économie et de la politique. Au total, les grands margouilins de la spéculation continuent à tirer de solides profits sur le revenu national et gardent la haute main sur le crédit, donc sur l'Etat bourgeois.

2° Echappe même à ces mesures dérisoires un « secteur libre » qui représente avec ses 700 banques et ses 8.400 succursales plus de la moitié du capital bancaire.

D'ores et déjà il faut considérer ce chiffre comme très inférieur à la réalité, car des transferts massifs de capitaux du secteur « nationalisé » au secteur libre sont organisés sans entrave par les capitalistes désireux de faire la « preuve » de l'échec des nationalisations.

Un « contrôle » est établi sur les grandes banques d'affaires, organisatrices de la vie chère et du chaos économique. Contrôle exercé par

qui?... Par des commissions de banquiers, de directeurs de banques et d'Inspecteurs des Finances!!!

Reste la masse des petites banques qui ne sont même pas soumises à ce contrôle. Or on sait le rôle immense joué par ce réseau d'innombrables filiales, succursales, etc., qui servent à dissimuler les capitaux, qui servent à dissimuler les capitaux de domination des grands capitalistes sur l'industrie et qui, dans les périodes où la poussée populaire menace les grands monopoles, pompent les capitaux de ces derniers et ne laissent debout que leur façade de pierre de taille.

La stratégie élastique est LE MEILLEUR REMPART DES PROFITEURS

En somme, rien n'est changé? disent les travailleurs qui ne se laissent pas jeter de la poudre aux yeux par les fanfares officielles. Eh bien oui! Rien n'est changé. Et c'est pourquoi le parti de la Banque de France et des Pays-Bas, plus connu sous le nom de M.R.P., a voté des deux mains le projet gouvernemental qui, en réalisant une parodie de nationalisation, constitue face à l'actuelle poussée populaire le Meilleur Rempart des Profiteurs. Seule, une poignée d'ultra réactionnaires pétrifiés a voté contre le projet, montrant par là qu'elle n'a pas compris qu'il faut savoir vivre avec son temps... pour mieux le tromper. « Le Monde » lui, jouait néfaste de lutter contre le principe des nationalisations. Il vou-

lait être « efficace » et la loi Pleven le satisfait, parce qu'elle satisfait ses maîtres. Même l'« Epoque » savonne la tête aux 35 adversaires du projet qui, pense-t-elle, malgré leurs barbes respectables, se sont conduits comme des petits galopins. Des périodes de réserve ne leur feraient pas de mal

Tout ou rien?

Duclos a déclaré que, si la loi Pleven ne le satisfait pas complètement, les mesures qu'elle comporte sont un début, et qu'en « réalisant » il ne faut pas exiger le « TOUT ou RIEN ». En fait, l'opération réalisée par le Gouvernement « d'unanimité nationale » n'est en rien l'application, même partielle, du programme des partis ouvriers, programme dont la préoccupation était de soustraire l'Etat à la tutelle des oligarchies financières.

Ce qui a été fait, c'est l'opération voulue par certaines couches de la haute bourgeoisie qui tente désespérément de « contrôler » son propre chaos, comme le tentèrent dans des circonstances semblables les capitalistes allemands avec Hitler, les capitalistes anglais avec Churchill et la France avec Flandin.

Tout ou rien? Non: TOUT le programme de la bourgeoisie. RIEN du programme de la classe ouvrière! Telle est la loi Pleven.

Le programme de la classe ouvrière c'est la fusion de toutes les banques en une seule banque d'Etat, l'expropriation de tous les gros actionnaires et le contrôle des travailleurs sur la Banque d'Etat.

CONSEIL NATIONAL DU CREDIT

(Assemblée consultative)

38 membres + 1 président.
31 membres sont désignés parmi les représentants du capital.
7 parmi les bonzes syndicaux.

Et voilà la loi Pleven..

La « Bastille » du grand capital Le Ministère des Finances

BANQUE DE FRANCE « NATIONALISÉE »

-- même gouverneur qu'auparavant.
-- un représentant de l'Inspection des Finances, corps d'élite des valets du grand capital.

LES 4 BANQUES « NATIONALISÉES »

La gestion est assurée par des Conseils d'Administration composés de 12 membres, dont: 8 sont désignés parmi les gros capitalistes; 2 par les organisations syndicales; 2 par le personnel. L'Administrateur élu doit être « agréé » par M. Pleven.

LA COMMISSION DE CONTROLE DES BANQUES

joue le rôle des « Assemblées générales » pour les Banques nationalisées.
Composition: 5 membres, dont le président est le Gouverneur de la Banque de France.

« La Vérité » et les brochures du Parti sont en vente à la Permanence du P. C. I.

19, rue Daquette - Paris 14^e

Droit de paraître pour LA VÉRITÉ

Lettre de Demazière à M. Malraux

Le 26 novembre 1945.

Monsieur le Ministre,

J'avais adressé à vos prédécesseurs, MM. Teitgen et Soustelle, de multiples demandes tendant à obtenir l'autorisation de paraître pour le journal « La Vérité », organe du Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IV^e Internationale). Je n'ai jamais eu de réponse.

Je me permets aujourd'hui de faire appel à vous, en espérant que vous voudrez bien mettre fin à une situation qui porte atteinte gravement aux principes démocratiques dont vous voulez vous inspirer. Je pourrais vous rappeler les 13 numéros clandestins de « La Vérité » parus durant les quatre années d'occupation allemande — comment notre journal fut le premier à résister à Hitler (n° 1: 1^{er} août 1940) et de quel prix les militants de mon parti ont payé le combat pour la défense de la politique anti-nazie développée sans désemparer dans leur journal. Mais il semble, par la multiplicité et la diversité des journaux autorisés depuis à paraître que ce critère n'ait plus grande valeur. Aussi n'appuierai-je seulement sur les faits suivants:

1° Le P.C.I. est un parti légal (déclaration à la Préfecture de Police en date du 7 juin 1945).

2° Au cours des réunions électORALES et des meetings qu'il nous a été permis de tenir depuis le mois de septembre dernier, des dizaines de milliers de travailleurs se sont prononcés pour la parution légale de notre journal.

3° La « Vérité » est l'organe d'une tendance ouvrière et, comme tel, il paraît impossible de l'empêcher plus longtemps de paraître.

Croyant à vos sentiments démocratiques, je vous demande donc, Monsieur le Ministre, d'autoriser « La Vérité » à paraître, sous forme d'hebdomadaire à 4 pages, tirant à 50.000 exemplaires.

Je vous prie d'agréer, etc...

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Quand ils étaient trotskystes...

Il y a 25 ans Au Congrès de Tours, le Parti Socialiste vote son adhésion à la III^e Internationale.

Voici quelques extraits de l'Humanité de l'époque:

L'Humanité, 29 décembre 1920. En première page, une photo des délégués au Congrès de Tours parmi lesquels notre camarade Raffin-Dugrens.

Une photo de Clara Zetkin, vieille militante allemande, passée clandestinement en France pour assister au Congrès.

L'article leader est un éloge de Clara Zetkin par Marcel Cachin. Clara Zetkin prononce un discours au Congrès. Voici des extraits:

« Les yeux des communistes de l'Univers sont fixés sur votre Congrès. Vous devez vous diviser pour arriver à l'union. Faire l'union avec les réformistes, les centristes et les social-patriotes. Impossible... L'Humanité, mercredi 29 décembre 1920.

Page 2. Un télégramme de Moscou saluant le Congrès de Tours et signé par Lénine, Trotsky, Zinoviev. (Suite page 2.)

Aux militants et aux sympathisants du P. C. F. de St-Leu.

Pourquoi j'ai adhéré à la IV^e Internationale

Orphelin de la guerre de 1914, j'ai cherché une voie pour lutter contre la guerre et le système qui y conduit. Le P. C. était le seul parti qui luttait pour la classe ouvrière et contre la guerre. C'est pourquoi, en 1932, j'ai adhéré aux Jeunes Communistes. Depuis ce moment je n'ai cessé de lutter pour le Communisme; j'étais secrétaire de la région Paris-Nord des J. C. en 1934, j'ai organisé le Parti à Saint-Leu. Après avoir fait la guerre de 1940, j'ai été arrêté en 1943. A la libération j'étais responsable militaire de Saint-Leu; à cette époque, j'ai commencé à me demander où mène la politique du Parti auquel tant de copains ont donné leur vie. Je ne pouvais pas être d'accord avec la déclaration de Maurice Thorez qui faisait dissoudre les milices populaires en enlevant les armes à la classe ouvrière. Je ne pouvais pas être d'accord quand le P.C.F. brisait les grèves comme celle des mineurs de Lens. Je ne pouvais pas être d'accord avec la participation de mon parti au gouvernement qui envoie le général Leclerc, pour noyer dans le sang le mouvement d'indépendance des Indochinois et qui rase en Indochine des villages entiers comme le faisaient les nazis à Oradour; mon parti soutenait autrefois le peuple marocain soulevé. Je ne pouvais pas être d'accord avec la politique du P.C.F. à Saint-Leu, qui sabotait les milices patriotiques et faisait la liste commune aux élections municipales avec les pires réactionnaires comme Bouladoux. Je ne pouvais pas être d'accord avec ceux qui ont transformé le Parti qui luttait jadis pour les intérêts ouvriers en un parti réformiste et militariste. Voilà camarades, pourquoi, après une longue crise de conscience et après avoir longtemps réfléchi, j'ai envoyé ma démission au P.C.F. et adhéré au Parti Communiste Internationaliste (IV^e Internationale), le seul Parti qui lutte vraiment pour les intérêts ouvriers. C'est l'explication que je vous devais, camarades, et je suis à votre disposition pour m'expliquer plus longuement dans une assemblée des cellules. Je romps avec le P.C.F. pour continuer la lutte communiste que je mène depuis 15 ans.

1° Contre les trusts et le capitalisme local et national. 2° Pour une politique ouvrière: échelle mobile des salaires. Plan de la C.G.T.: production organisée par les travailleurs et pour les travailleurs. 3° Pour une réelle démocratie, localement et nationalement. 4° Pour la laïcité. 5° Pour la milice prolétarienne. 6° Pour une politique internationaliste: lutte pour abattre les Franco qui restent encore: Défense des peuples coloniaux et de l'U.R.S.S. 7° Pour le gouvernement ouvrier: Notre Parti étant prêt à soutenir de toutes ses forces un gouvernement communiste et socialiste chaque fois qu'il luttera contre les Trusts. Nous sommes certains que nous serons souvent d'accord. Alors nous marcherons ensemble, car nous sommes pour l'unité ouvrière et ce n'est pas de notre côté que viendront jamais les colonies ou les manœuvres déloyales. Nous lutterons toujours sans les bourgeois et contre eux, pour la Révolution Communiste! André CAUDRON, 16, rue du Château, Saint-Leu-la-Forêt

On écrit à « LA VÉRITÉ » Les camarades qui acceptent que leur lettre soit publiée sous leur signature sont priés de le mentionner. Dans le cas contraire « La Vérité » en donnera les initiales. N. D. L. R. Un lecteur de « La Vérité », à la suite de l'enquête « Le Lampiste crévera », nous envoie l'article suivant dont nous publions de larges extraits, en nous associant aux protestations de ce camarade. Des camps en Allemagne « libérée » « On s'imaginait autrement de la fin de la guerre. On s'imaginait autrement la libération. Celui qui peut faire un tour actuellement dans l'Allemagne libérée ne manque pas de sujets d'étonnement. Ici, ce sont des nazis notoires qui ont conservé leurs postes; là, certains éminents financiers continuent leurs tractations. Mais ce qui vous frappe particulièrement après 6 mois de libération et de paix, c'est qu'il existe encore des camps de concentration, des vrais, avec des barbelés! Et dans ces camps, des Juifs, c'est-à-dire les quelques 80.000 juifs qui ont pu échapper aux massacres dont furent victimes plus de 6 millions des leurs. Il y en a un peu partout. Dans les environs de Munich, le camp d'Eldafing. Les malades sont à Santo-Tillien. Il y en a à Mauthausen, au fameux camp de Bergen-Belsen, et dans d'autres plus ou moins importants. On n'a jamais réussi à obtenir des Autorités alliées de listes complètes de ceux qui se trouvent encore dans les camps en Allemagne. Espèrent-ils que d'ici leur libération, leur nombre diminuera encore? Nous avons rencontré des camarades qui avaient réussi à sortir de ces bagnes. Ils nous ont décrit la vie dans les camps, les jours désespérés qui se succèdent sans apporter la perspective d'un changement dans leur existence. A Bergen-Belsen ils reçoivent 400 grammes de pain, de la soupe à midi; matin et soir, café. Le pain est accompagné soit d'une rondelle de saucisson, soit d'un peu de miel, soit d'un morceau de beurre ou fromage. De temps en temps, on recevait un colis de la Croix-Rouge. Les Autorités ont décidé de les supprimer. Il y est grève de la faim. A l'approche de l'hiver, le problème des vêtements prend une terrible acuité. Rien n'a pénétré du dehors, car les camps sont gardés! Certes, les Autorités Alliées s'intéressent à cette question. On a parlé de transférer les Juifs d'Allemagne dans des camps en Afrique (en Algérie, précisait-on même)... Voici toutes les solutions que trouvent les « Alliés ». Rendre la liberté aux survivants des massacres nazis, leur permettre de revenir à la vie, cela il n'en est pas question! Aussi pourquoi s'étonner qu'à Linébourg ils se montraient si bienveillants avec les criminels. Après tout... les loups ne se mangent pas entre eux!... »

INDEPENDANCE DES COLONIES!

Nous recevons une nombreuse correspondance de camarades Indochinois. Nous nous excusons auprès d'eux, que « La Vérité » ne puisse publier toutes ces lettres. Mais nous voulons informer aujourd'hui nos lecteurs du scandale d'Orange. Voici les faits: « Le 16-11-45, les tirailleurs indochinois, stationnés à Orange, se mettaient en rang et présentaient leurs doléances aux officiers. Le colonel donna l'ordre aux tirailleurs de se disperser. Ces derniers refusèrent de se disperser avant que les doléances aient reçu l'approbation du colonel et restèrent dehors depuis le matin jusqu'à 7 heures du soir sans manger. Ce jour-là, deux tirailleurs, Thuy et Than, furent incarcérés. Le 17-11-45, les travailleurs se mettent encore en rang et présentent leurs doléances qui sont de nouveau rejetées. Les gradés indochinois enlèvent leurs galons. Ils furent arrêtés et incarcérés. Les non-gradés furent obligés de stationner en plein air PENDANT 30 HEURES, FAISANT LEURS BESOINS SUR PLACE, sous le brouillard, la pluie et le vent, sans aucune nourriture. C'est le 18 seulement que le colonel permit aux tirailleurs de regagner leurs chambres, les obligeant à faire leurs besoins dans les chambres mêmes. La nourriture leur fut interdite. A Avignon et à Aix, et un peu partout, les Indochinois firent des grèves pour: 1. faire libérer leurs camarades arrêtés; 2. protester contre la politique de force du gouvernement; 3. se solidariser avec le gouvernement du Viet-Minh; 4. protester contre la dissolution de la Délégation générale des Indochinois. Il y a en France quelques milliers d'hommes et de femmes, ceux qui viennent de Buchenwald, d'Auschwitz ou de Dachau, qui savent ce que signifient de telles souffrances: « 30 heures debout, dans le froid; sans manger ». Une journée, une nuit, et encore six heures. Les barbares nazis ont fait école. Le colonel d'Orange doit être récompensé; ses supérieurs doivent lui attribuer l'écusson S. S. avec la tête de mort. Mais vous camarades ouvriers, vous les déportés politiques, vous les simples démocrates, les intellectuels honnêtes, est-ce que vous tolérerez que de telles meurs s'instaurent en France sans élever de protestation? Est-il admissible qu'après des élections où le peuple a envoyé à la Constituante une majorité de Communistes et So-

SUR LE FRONT INTERNATIONAL

AMERIQUE L'impérialisme, géant aux pieds d'argile Le mouvement gréviste continu aux Etats-Unis. La conférence commune entre les représentants des ouvriers et des patrons a abouti à un échec et le président Truman a dévoilé ses intentions de proposer des lois restreignant le droit de grève. Un formidable mouvement de protestation ouvrière lui a répondu, et, sous la pression de la base, les dirigeants des deux grandes organisations syndicales duent aussi prendre position. On s'attend pour la fin du mois à une extension beaucoup plus grande du mouvement. La lutte des travailleurs américains est un anou inappréciable pour la lutte des travailleurs du monde entier. Elle montre que, malgré les apparences l'impérialisme le plus fort est miné par les contradictions. C'est un colosse au pied d'argile.

GRECE Le 3 décembre 1944, les travailleurs et les partisans d'Athènes déclanchaient la révolution Il y a un an les travailleurs d'Athènes, en riposte à une mitraillade de la police qui voulait les désarmer, chassèrent de la ville policiers, gouvernement bourgeois, bandes réactionnaires et troupes anglaises d'occupation. Tout le pays suivit l'exemple de la capitale et la bourgeoisie grecque n'aurait pas tenu 2 jours s'il n'y avait pas eu l'appui de l'impérialisme britannique. Pendant plus d'un mois les travailleurs luttèrent avec un héroïsme inoubliable. Mais, privé de tout soutien, de celui de l'U.R.S.S. voisine, comme de celui des partis ouvriers de l'Occident, dirigés par ailleurs par des chefs petits bourgeois ou staliniens qui, malgré la guerre civile ne voulaient pas rompre avec l'impérialisme, ils durent finalement céder. Le Gouvernement s'engagea par les accords de Vazhiza à rétablir la démocratie bourgeoise et le représentant britannique contresigna. Mais depuis, la terreur blanche sévit en Grèce et encore maintenant des milliers de travailleurs sont emprisonnés pour avoir participé au mouvement révolutionnaire de décembre 1944. De même des milliers de soldats et de marins grecs sont encore internés dans des camps britanniques du Moyen-Orient pour avoir participé aux mutineries d'avril 1944. Dernièrement il y eut un changement de gouvernement en Grèce. Le réactionnaire Kanelopoulos démissionna et fit place au vieux traître Sophoulis qui, pendant la guerre civile déserta l'E.A.M. dont il était un des dirigeants et passa à l'ennemi. Sophoulis se présente comme un démocrate et un républicain. Mais les travailleurs grecs, plus que tous autres, sont payés pour savoir ce que c'est que la démocratie bourgeoise et le nouveau gouvernement est certain de ne rencontrer que l'hostilité de larges masses. Solidarité avec les travailleurs grecs! Libération immédiate des emprisonnés de la guerre civile et des mutins d'avril 1944!

CHINE L'Amérique démasquée sa politique impérialiste et anti-ouvrière La démission de l'ambassadeur américain en Chine, le Général Hurley, et la discussion qui s'ensuivit, mit à jour les divergences qui existent au sein de l'impérialisme américain sur la question de savoir comment il faut combattre l'U.R.S.S. et ses alliés les communistes chinois. Hurley est pour une politique brutale et agressive dans l'immédiat. Ses contradicteurs veulent arriver au même but, avec plus de diplomatie et dans un temps un peu plus long. La démission de l'ambassadeur n'est nullement, comme on pourrait le croire, une victoire de cette deuxième tendance. Le secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères, Byrnes, déclara que toute satisfaction avait été donnée à Hurley; 700 avions américains retirés de Birmanie viennent d'arriver à Shanghai où ils sont « prêts » à Tchang Kai Chek pour lutter contre les troupes du Yunnan. La nomination du Général Marshall à la place de Hurley confirme les tendances agressives de l'impérialisme américain. Par ailleurs, Staline vient de donner un nouveau coup à ses alliés, les travailleurs communistes du nord. En échange d'avantages économiques, il s'engage envers Tchang Kai Chek à maintenir encore ses troupes en Mandchourie et à ne pas laisser pénétrer à leur suite, lorsqu'ils les retirera, que les armées blanches de Tchoung King. Si ceci se réalisait, la situation des communistes du nord pourrait devenir très précaire. L'occupation de la Mandchourie permettra à Tchang-Kai-Chek de les frapper dans le dos. Est-ce en sacrifiant les travailleurs du Yunnan que Staline espère mettre fin à l'encercllement impérialiste et défendre l'U. R. S. S.?

ANGLETERRE Malgré la direction syndicale et les partis ouvriers, nouvelles grèves En Angleterre, la grève des dockers qui s'est poursuivie pendant plus d'un mois, malgré l'opposition du gouvernement travailliste et malgré la direction syndicale, fut suivie d'autres grèves également déclanchées contre la volonté des chefs syndicaux réformistes: celle des conducteurs d'autobus et celle des ouvriers du gaz. « La situation est assez grave — annonce la radio de Londres — car les grévistes viennent d'abandonner un principe fondamental de l'organisation syndicale, c'est-à-dire d'avoir confiance dans les chefs qu'ils ont choisis. » Le secrétaire du Parti Communiste anglais adresse aussi un avertissement aux grévistes: « Prenez garde aux grèves, elles sont faciles à déclancher, mais c'est jouer avec le feu; elles risquent de compromettre la situation de la Grande-Bretagne au sein des Nations Unies. » Sous la pression des syndicats, les ouvriers du gaz reprirent le travail. Les dockers qui ont seulement interrompu la grève pendant 1 mois, doivent la reprendre si leurs revendications n'ont pas abouti. Aucun accord n'ayant encore été conclu, les dockers tiennent un grand calendrier mural où, ils notent le nombre de jours qui les séparent de la grève.

AUTRICHE Les dernières élections ont donné la majorité au parti bourgeois, 45 % aux Social-Démocrates et seulement 4 % au Parti Communiste Staliniens. Ce dernier est reculé très net par rapport à la large sym-

CEYLAN Les chefs réformistes de Ceylan accusent le coup Bulletin des Ecoutes, 1^{er} décembre (en anglais). M. Goonesinha, Président de l'Union travailliste de Ceylan, a lancé aujourd'hui un appel au nom des ouvriers de Ceylan: « Espérons que le gouvernement travailliste de Grande-Bretagne n'hésitera pas, dans un avenir immédiat, à assurer la liberté des nations vassales. » M. Goonesinha a condamné les récentes grèves déclanchées par les ouvriers du port. Il est indubitable que ce qui a influencé les esprits, c'est la doctrine révolutionnaire prêchée par certains léninistes-trotskyistes. Le peuple ceylanais, fils d'une antique civilisation, ne peut tolérer cette nouvelle importation. »

On écrit à « LA VÉRITÉ » Les camarades qui acceptent que leur lettre soit publiée sous leur signature sont priés de le mentionner. Dans le cas contraire « La Vérité » en donnera les initiales. N. D. L. R. Un lecteur de « La Vérité », à la suite de l'enquête « Le Lampiste crévera », nous envoie l'article suivant dont nous publions de larges extraits, en nous associant aux protestations de ce camarade. Des camps en Allemagne « libérée » « On s'imaginait autrement de la fin de la guerre. On s'imaginait autrement la libération. Celui qui peut faire un tour actuellement dans l'Allemagne libérée ne manque pas de sujets d'étonnement. Ici, ce sont des nazis notoires qui ont conservé leurs postes; là, certains éminents financiers continuent leurs tractations. Mais ce qui vous frappe particulièrement après 6 mois de libération et de paix, c'est qu'il existe encore des camps de concentration, des vrais, avec des barbelés! Et dans ces camps, des Juifs, c'est-à-dire les quelques 80.000 juifs qui ont pu échapper aux massacres dont furent victimes plus de 6 millions des leurs. Il y en a un peu partout. Dans les environs de Munich, le camp d'Eldafing. Les malades sont à Santo-Tillien. Il y en a à Mauthausen, au fameux camp de Bergen-Belsen, et dans d'autres plus ou moins importants. On n'a jamais réussi à obtenir des Autorités alliées de listes complètes de ceux qui se trouvent encore dans les camps en Allemagne. Espèrent-ils que d'ici leur libération, leur nombre diminuera encore? Nous avons rencontré des camarades qui avaient réussi à sortir de ces bagnes. Ils nous ont décrit la vie dans les camps, les jours désespérés qui se succèdent sans apporter la perspective d'un changement dans leur existence. A Bergen-Belsen ils reçoivent 400 grammes de pain, de la soupe à midi; matin et soir, café. Le pain est accompagné soit d'une rondelle de saucisson, soit d'un peu de miel, soit d'un morceau de beurre ou fromage. De temps en temps, on recevait un colis de la Croix-Rouge. Les Autorités ont décidé de les supprimer. Il y est grève de la faim. A l'approche de l'hiver, le problème des vêtements prend une terrible acuité. Rien n'a pénétré du dehors, car les camps sont gardés! Certes, les Autorités Alliées s'intéressent à cette question. On a parlé de transférer les Juifs d'Allemagne dans des camps en Afrique (en Algérie, précisait-on même)... Voici toutes les solutions que trouvent les « Alliés ». Rendre la liberté aux survivants des massacres nazis, leur permettre de revenir à la vie, cela il n'en est pas question! Aussi pourquoi s'étonner qu'à Linébourg ils se montraient si bienveillants avec les criminels. Après tout... les loups ne se mangent pas entre eux!... »

QUAND ILS ÉTAIENT TROTSKYSTES... (Suite de la première page) L'Humanité, 30 décembre 1920: Page 2. « Raffin-Dugens demande que tout le Congrès, par un acte de foi, vote à l'unanimité l'adhésion à la IV^e Internationale. » Extraits de l'« Humanité » du 31 décembre 1920, page 1. Clara Zetkin et Lénine ont les honneurs de la séance à la Chambre des Députés. Inopinément survenu, Marcel Cachin fait entendre, sous les huées bourgeoises, la parole révolutionnaire. Le réactionnaire Vallat s'étonne que Clara Zetkin ait réussi à passer en France sans passeport et déclare: « Les soldats de France ont fait taire les berthas. Il appartient au gouvernement de la République de fermer la bouche aux Claras. » Applaudissements au centre, gauche et droite. M. Steeg, ministre de l'Intérieur, déclare: « La propagande bolcheviste chemine par des routes diverses, mais l'une de ces routes passe certainement par Berlin... La déléguée de la firme révolutionnaire germano-bolcheviste a fêté le traité de Versailles qu'elle a appelé un traité de sang et de sang, et il est triste de penser que des assistants français, oubliant toutes les souffrances de 1914, oubliant la provocation de 1914, oubliant toutes les souffrances de la Patrie, aient applaudi de tels propos. Je ne dirai pas avec enthousiasme, mais avec résignation. » D'une voix de cuivre, Cachin jette de son banc: « Si, si, avec enthousiasme! » Une salve de hurlements explose des travées radicales aux travées royalistes. « Boche! Boche! » crie avec persévérance une voix anonyme tout en haut du centre. Le président, M. Raoul Péret, intervient doctoralement du haut de son fauteuil: « Monsieur Cachin, vous heurtez le sentiment patriotique de l'assemblée par des paroles qui ne peuvent pas être entendues par des oreilles françaises. Je vous rappelle à l'ordre. » Humanité, page 3 (suite). Marcel Cachin parle: « Clara Zetkin n'a fait que protester contre le fait qu'à l'heure actuelle, la bourgeoisie allemande est aussi riche qu'avant, tandis que la classe ouvrière est affamée. » M. Ignace lève alors vers Cachin sa face patibulaire de brigand de cinéma: « Les ouvriers allemands que vous défendez ont commis en France, pendant qu'ils faisaient partie des armées allemandes, les mêmes atrocités que les autres. » Applaudissements au centre et à droite. M. Galli. — « Clara Zetkin vient prêcher la guerre civile chez nous. » Cachin. — « Elle fait la propagande qui lui plaît. » M. Bonnefous. — « Vous nous suffisez! » Cachin. — « Je fais de mon mieux », etc...

SOUSCRIPTION Camarade indochinois, 45 fr.; Un sympathisant, 100 fr.; Un ancien du Comité, pour la reprise des relations internationales, 50 fr.; chlr, 200 fr.; Un soldat à la veille de partir pour l'Indochine, 100 fr.; Un copain indochinois, 130 fr.; Un groupe de campeurs, 200 fr.; Any, 50 fr.; Un groupe de cheminots, 50 fr.; Un groupe de professeurs, 1.010 fr.; Larue, 90 fr.; Camarade de Marseille, 100 fr.; Un soldat américain, 300 fr.; bolchévick indochinois, 146 fr.; Typo, 30 fr.; Bueno, 50 fr.; Des camarades arabes de chez Caudron, 100 fr.; En souvenir de juin 36, 200 fr.; Jean, 73 fr.; Un Trotskyiste, déporté, 80 fr.; Igor, 30 fr.; 3 camarades, 200 fr.; Jeannette, 50 fr.; Duvernois, 200 francs; J. Boéro, 50 fr.; L. B., 500 fr.; H. L., Sarthe, 110 fr.; Un sympathisant, 100 fr.; Un camarade américain, 150 fr.; Un ancien F. T. P. lieutenant parachutiste, 53 fr.; Collecte faite à la réunion du 20 octobre 13, rue des Volontaires, Paris (15^e), 336 fr.; Berthe, 1.000 fr.; Au mariage d'un camarade à Montluçon, 5.000 fr. — Total: 12.125 fr.

ALLEMAGNE SUR LE FRONT OUVRIER LA GRÈVE DES SERVICES PUBLICS Les fonctionnaires montrent la voie DEPUIS des mois les petits fonctionnaires et les retraités réclament une revalorisation de leurs traitements et de leurs retraites et un indemnité provisoire de 1.000 francs par mois avec rappel à partir du 1^{er} août. Nombreux sont ceux qui doivent vivre avec moins de 4.000 fr. par mois. Le Cartel Central des Fonctionnaires précise d'ailleurs dans sa résolution du 6 décembre que: « les traitements et salaires de début des travailleurs de la fonction publique sont inférieurs à 3.000 fr. par mois dans la généralité des villes de province et à 4.000 fr. par mois à Paris et dans les grands centres, compte tenu de l'aumône accordée aux petites catégories par le décret du 2 novembre 1945. » D'ailleurs ces 1.000 fr. ne représentent qu'une augmentation de 33 %, alors que les prix officiels ont augmenté de 50 %. C'est la raison pour laquelle il est indispensable que les salaires soient réajustés automatiquement au coût de la vie, c'est-à-dire que les fonctionnaires inscrivent à côté de leur revendication des 1.000 fr. celle de l'échelle mobile des salaires. Mais la bourgeoisie n'est guère pressée d'augmenter le pouvoir d'achat des petits employés. Lorsqu'elle a revalorisé les salaires elle a particulièrement pris soin des chefs de bureau, des directeurs, et de tout le haut personnel administratif qui gagnent jusqu'à 450.000 fr. par an. La Constitution du nouveau Gouvernement avait permis les plus grands espoirs. Cinq ministres communistes — dont un au Ministère du Travail — et cinq ministres socialistes semblaient être une garantie cer-

taines pour l'augmentation. Mais les semaines se passent et rien n'est changé. La patience commence à s'user et le mécontentement grandit. La grève a été décidée pour mercredi prochain. Grève d'avertissement disent les travailleurs des services publics. Elle ne durera qu'une heure, mais si nous n'obtenons pas satisfaction nous recommencerons et cette fois pour un temps plus long. La bourgeoisie a immédiatement réagi. Plevén, le fondé de pouvoir des 200 familles déclare: le gouvernement ne peut accepter une telle augmentation, car elle coûterait 32 milliards au budget et il propose un projet en faveur des catégories les moins favorisées et en tenant compte des situations familiales. Ainsi, celui qui a été contre la confiscation des bénéfices de guerre et qui vient de faire accepter par la Constituante un projet de Nationalisation des Banques qui ne fait que protéger les capitalistes se prépare à diviser les petits fonctionnaires. Berlin, 2 décembre. — Les ouvriers des ateliers de réparation du Trust des constructions électriques ont décrété une grève symbolique de 10 minutes pour exprimer leur solidarité à l'égard de leurs camarades des usines Thyssen qui sont en grève pour protester contre le fait que les alliés maintiennent systématiquement des nazis à tous les postes de commande.

CONGO BELGE Léopoldville, 1^{er} décembre. — Les travailleurs indigènes de la région de Léopoldville sont en grève et réclament une augmentation de salaire. Dans la région de Matadi, la troupe a ouvert le feu sur les travailleurs noirs. De nombreux morts. La presse bourgeoise en reconnaît 6 modeste-

ment. Marcel BAUPERE. Du Conseil Consultatif de la 2^e Légion Indochinoise, à Bergerac, nous recevons la lettre suivante: Bergerac, 29 novembre 1945. Monsieur, J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, ces résolutions lues dans le meeting du 27 novembre 1945 à Bergerac, en vous demandant de bien vouloir les faire publier dans votre sympathique journal. Je me permets de vous remercier très chaleureusement de la campagne de presse en faveur de l'indépendance de l'Indochine et vous demande de continuer à soutenir cette légitime revendication du peuple indochinois réduit à l'esclavage par le barbare colonialisme qui défigure le vrai visage de la France. Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations les plus reconnaissantes. Le Secrétaire.

La Section du Parti Communiste de Bergerac invite le Gouvernement à: 1° Faire cesser le feu à toutes les troupes combattant en Indochine; 2° Reconnaître le Gouvernement du Viet Minh, seul Gouvernement du Peuple. 3° Libérer les Indochinois emprisonnés, tant en France qu'en Indochine pour avoir lutté pour l'indépendance de leur pays; 4° Juger les coupables responsables du sang qui coule en Indochine. Le Cercle Guy Mocquet, de l'U.I.R.F., a présenté une motion semblable. La C.C.T. également et conclut: Du travail pour tous les travailleurs indochinois ou leur rapatriement immédiat. Les travailleurs de France et d'outre-mer, dans leurs organisations syndicales, mettront tout en œuvre pour les revendications. Vive le peuple indochinois! Vive le peuple de France! Vive l'Union des Travailleurs du monde qui fera la paix du monde!

ALLEMAGNE SUR LE FRONT OUVRIER CONGO BELGE Léopoldville, 1^{er} décembre. — Les travailleurs indigènes de la région de Léopoldville sont en grève et réclament une augmentation de salaire. Dans la région de Matadi, la troupe a ouvert le feu sur les travailleurs noirs. De nombreux morts. La presse bourgeoise en reconnaît 6 modeste-

ment. Marcel BAUPERE. Du Conseil Consultatif de la 2^e Légion Indochinoise, à Bergerac, nous recevons la lettre suivante: Bergerac, 29 novembre 1945. Monsieur, J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, ces résolutions lues dans le meeting du 27 novembre 1945 à Bergerac, en vous demandant de bien vouloir les faire publier dans votre sympathique journal. Je me permets de vous remercier très chaleureusement de la campagne de presse en faveur de l'indépendance de l'Indochine et vous demande de continuer à soutenir cette légitime revendication du peuple indochinois réduit à l'esclavage par le barbare colonialisme qui défigure le vrai visage de la France. Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations les plus reconnaissantes. Le Secrétaire.

ALLEMAGNE SUR LE FRONT OUVRIER CONGO BELGE Léopoldville, 1^{er} décembre. — Les travailleurs indigènes de la région de Léopoldville sont en grève et réclament une augmentation de salaire. Dans la région de Matadi, la troupe a ouvert le feu sur les travailleurs noirs. De nombreux morts. La presse bourgeoise en reconnaît 6 modeste-

ment. Marcel BAUPERE. Du Conseil Consultatif de la 2^e Légion Indochinoise, à Bergerac, nous recevons la lettre suivante: Bergerac, 29 novembre 1945. Monsieur, J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, ces résolutions lues dans le meeting du 27 novembre 1945 à Bergerac, en vous demandant de bien vouloir les faire publier dans votre sympathique journal. Je me permets de vous remercier très chaleureusement de la campagne de presse en faveur de l'indépendance de l'Indochine et vous demande de continuer à soutenir cette légitime revendication du peuple indochinois réduit à l'esclavage par le barbare colonialisme qui défigure le vrai visage de la France. Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations les plus reconnaissantes. Le Secrétaire.

ALLEMAGNE SUR LE FRONT OUVRIER CONGO BELGE Léopoldville, 1^{er} décembre. — Les travailleurs indigènes de la région de Léopoldville sont en grève et réclament une augmentation de salaire. Dans la région de Matadi, la troupe a ouvert le feu sur les travailleurs noirs. De nombreux morts. La presse bourgeoise en reconnaît 6 modeste-

ment. Marcel BAUPERE. Du Conseil Consultatif de la 2^e Légion Indochinoise, à Bergerac, nous recevons la lettre suivante: Bergerac, 29 novembre 1945. Monsieur, J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, ces résolutions lues dans le meeting du 27 novembre 1945 à Bergerac, en vous demandant de bien vouloir les faire publier dans votre sympathique journal. Je me permets de vous remercier très chaleureusement de la campagne de presse en faveur de l'indépendance de l'Indochine et vous demande de continuer à soutenir cette légitime revendication du peuple indochinois réduit à l'esclavage par le barbare colonialisme qui défigure le vrai visage de la France. Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations les plus reconnaissantes. Le Secrétaire.

ALLEMAGNE SUR LE FRONT OUVRIER CONGO BELGE Léopoldville, 1^{er} décembre. — Les travailleurs indigènes de la région de Léopoldville sont en grève et réclament une augmentation de salaire. Dans la région de Matadi, la troupe a ouvert le feu sur les travailleurs noirs. De nombreux morts. La presse bourgeoise en reconnaît 6 modeste-

ment. Marcel BAUPERE. Du Conseil Consultatif de la 2^e Légion Indochinoise, à Bergerac, nous recevons la lettre suivante: Bergerac, 29 novembre 1945. Monsieur, J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, ces résolutions lues dans le meeting du 27 novembre 1945 à Bergerac, en vous demandant de bien vouloir les faire publier dans votre sympathique journal. Je me permets de vous remercier très chaleureusement de la campagne de presse en faveur de l'indépendance de l'Indochine et vous demande de continuer à soutenir cette légitime revendication du peuple indochinois réduit à l'esclavage par le barbare colonialisme qui défigure le vrai visage de la France. Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations les plus reconnaissantes. Le Secrétaire.

ALLEMAGNE SUR LE FRONT OUVRIER CONGO BELGE Léopoldville, 1^{er} décembre. — Les travailleurs indigènes de la région de Léopoldville sont en grève et réclament une augmentation de salaire. Dans la région de Matadi, la troupe a ouvert le feu sur les travailleurs noirs. De nombreux morts. La presse bourgeoise en reconnaît 6 modeste-

ment. Marcel BAUPERE. Du Conseil Consultatif de la 2^e Légion Indochinoise, à Bergerac, nous recevons la lettre suivante: Bergerac, 29 novembre 1945. Monsieur, J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, ces résolutions lues dans le meeting du 27 novembre 1945 à Bergerac, en vous demandant de bien vouloir les faire publier dans votre sympathique journal. Je me permets de vous remercier très chaleureusement de la campagne de presse en faveur de l'indépendance de l'Indochine et vous demande de continuer à soutenir cette légitime revendication du peuple indochinois réduit à l'esclavage par le barbare colonialisme qui défigure le vrai visage de la France. Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations les plus reconnaissantes. Le Secrétaire.

ALLEMAGNE SUR LE FRONT OUVRIER CONGO BELGE Léopoldville, 1^{er} décembre. — Les travailleurs indigènes de la région de Léopoldville sont en grève et réclament une augmentation de salaire. Dans la région de Matadi, la troupe a ouvert le feu sur les travailleurs noirs. De nombreux morts. La presse bourgeoise en reconnaît 6 modeste-

ment. Marcel BAUPERE. Du Conseil Consultatif de la 2^e Légion Indochinoise, à Bergerac, nous recevons la lettre suivante: Bergerac, 29 novembre 1945. Monsieur, J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, ces résolutions lues dans le meeting du 27 novembre 1945 à Bergerac, en vous demandant de bien vouloir les faire publier dans votre sympathique journal. Je me permets de vous remercier très chaleureusement de la campagne de presse en faveur de l'indépendance de l'Indochine et vous demande de continuer à soutenir cette légitime revendication du peuple indochinois réduit à l'esclavage par le barbare colonialisme qui défigure le vrai visage de la France. Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations les plus reconnaissantes. Le Secrétaire.

ALLEMAGNE SUR LE FRONT OUVRIER CONGO BELGE Léopoldville, 1^{er} décembre. — Les travailleurs indigènes de la région de Léopoldville sont en grève et réclament une augmentation de salaire. Dans la région de Matadi, la troupe a ouvert le feu sur les travailleurs noirs. De nombreux morts. La presse bourgeoise en reconnaît 6 modeste-

ment. Marcel BAUPERE. Du Conseil Consultatif de la 2^e Légion Indochinoise, à Bergerac, nous recevons la lettre suivante: Bergerac, 29 novembre 1945. Monsieur, J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, ces résolutions lues dans le meeting du 27 novembre 1945 à Bergerac, en vous demandant de bien vouloir les faire publier dans votre sympathique journal. Je me permets de vous remercier très chaleureusement de la campagne de presse en faveur de l'indépendance de l'Indochine et vous demande de continuer à soutenir cette légitime revendication du peuple indochinois réduit à l'esclavage par le barbare colonialisme qui défigure le vrai visage de la France. Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations les plus reconnaissantes. Le Secrétaire.

ALLEMAGNE SUR LE FRONT OUVRIER CONGO BELGE Léopoldville, 1^{er} décembre. — Les travailleurs indigènes de la région de Léopoldville sont en grève et réclament une augmentation de salaire. Dans la région de Matadi, la troupe a ouvert le feu sur les travailleurs noirs. De nombreux morts. La presse bourgeoise en reconnaît 6 modeste-

ment. Marcel BAUPERE. Du Conseil Consultatif de la 2^e Légion Indochinoise, à Bergerac, nous recevons la lettre suivante: Bergerac, 29 novembre 1945. Monsieur, J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, ces résolutions lues dans le meeting du 27 novembre 1945 à Bergerac, en vous demandant de bien vouloir les faire publier dans votre sympathique journal. Je me permets de vous remercier très chaleureusement de la campagne de presse en faveur de l'indépendance de l'Indochine et vous demande de continuer à soutenir cette légitime revendication du peuple indochinois réduit à l'esclavage par le barbare colonialisme qui défigure le vrai visage de la France. Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations les plus reconnaissantes. Le Secrétaire.

ALLEMAGNE SUR LE FRONT OUVRIER CONGO BELGE Léopoldville, 1^{er} décembre. — Les travailleurs indigènes de la région de Léopoldville sont en grève et réclament une augmentation de salaire. Dans la région de Matadi, la troupe a ouvert le feu sur les travailleurs noirs. De nombreux morts. La presse bourgeoise en reconnaît 6 modeste-

ment. Marcel BAUPERE. Du Conseil Consultatif de la 2^e Légion Indochinoise, à Bergerac, nous recevons la lettre suivante: Bergerac, 29 novembre 1945. Monsieur, J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, ces résolutions lues dans le meeting du 27 novembre 1945 à Bergerac, en vous demandant de bien vouloir les faire publier dans votre sympathique journal. Je me permets de vous remercier très chaleureusement de la campagne de presse en faveur de l'indépendance de l'Indochine et vous demande de continuer à soutenir cette légitime revendication du peuple indochinois réduit à l'esclavage par le barbare colonialisme qui défigure le vrai visage de la France. Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations les plus reconnaissantes. Le Secrétaire.

ALLEMAGNE SUR LE FRONT OUVRIER CONGO BELGE Léopoldville, 1^{er} décembre. — Les travailleurs indigènes de la région de Léopoldville sont en grève et réclament une augmentation de salaire. Dans la région de Matadi, la troupe a ouvert le feu sur les travailleurs noirs. De nombreux morts. La presse bourgeoise en reconnaît 6 modeste-

ment. Marcel BAUPERE. Du Conseil Consultatif de la 2^e Légion Indochinoise, à Bergerac, nous recevons la lettre suivante: Bergerac, 29 novembre 1945. Monsieur, J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, ces résolutions lues dans le meeting du 27 novembre 1945 à Bergerac, en vous demandant de bien vouloir les faire publier dans votre sympathique journal. Je me permets de vous remercier très chaleureusement de la campagne de presse en faveur de l'indépendance de l'Indochine et vous demande de continuer à soutenir cette légitime revendication du peuple indochinois réduit à l'esclavage par le barbare colonialisme qui défigure le vrai visage de la France. Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations les plus reconnaissantes. Le Secrétaire.

ALLEMAGNE SUR LE FRONT OUVRIER CONGO BELGE Léopoldville, 1^{er} décembre. — Les travailleurs indigènes de la région de Léopoldville sont en grève et réclament une augmentation de salaire. Dans la région de Matadi, la troupe a ouvert le feu sur les travailleurs noirs. De nombreux morts. La presse bourgeoise en reconnaît 6 modeste-

ment. Marcel BAUPERE. Du Conseil Consultatif de la 2^e Légion Indochinoise, à Bergerac, nous recevons la lettre suivante: Bergerac, 29 novembre 1945. Monsieur, J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, ces résolutions lues dans le meeting du 27 novembre 1945 à Bergerac, en vous demandant de bien vouloir les faire publier dans votre sympathique journal. Je me permets de vous remercier très chaleureusement de la campagne de presse en faveur de l'indépendance de l'Indochine et vous demande de continuer à soutenir cette légitime revendication du peuple indochinois réduit à l'esclavage par le barbare colonialisme qui défigure le vrai visage de la France. Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations les plus reconnaissantes. Le Secrétaire.

ALLEMAGNE SUR LE FRONT OUVRIER CONGO BELGE Léopoldville, 1^{er} décembre. — Les travailleurs indigènes de la région de Léopoldville sont en grève et réclament une augmentation de salaire. Dans la région de Matadi, la troupe a ouvert le feu sur les travailleurs noirs. De nombreux morts. La presse bourgeoise en reconnaît 6 modeste-

ment. Marcel BAUPERE. Du Conseil Consultatif de la 2^e Légion Indochinoise, à Bergerac, nous recevons la lettre suivante: Bergerac, 29 novembre 1945. Monsieur, J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, ces résolutions lues dans le meeting du 27 novembre 1945 à Bergerac, en vous demandant de bien vouloir les faire publier dans votre sympathique journal. Je me permets de vous remercier très chaleureusement de la campagne de presse en faveur de l'indépendance de l'Indochine et vous demande de continuer à soutenir cette légitime revendication du peuple indochinois réduit à l'esclavage par le barbare colonialisme qui défigure le vrai visage de la France. Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations les plus reconnaissantes. Le Secrétaire.

ALLEMAGNE SUR LE FRONT OUVRIER CONGO BELGE Léopoldville, 1^{er} décembre. — Les travailleurs indigènes de la région de Léopoldville sont en grève et réclament une augmentation de salaire. Dans la région de Matadi, la troupe a ouvert le feu sur les travailleurs noirs. De nombreux morts. La presse bourgeoise en reconnaît 6 modeste-

ment. Marcel BAUPERE. Du Conseil Consultatif de la 2^e Légion Indochinoise, à Bergerac, nous recevons la lettre suivante: Bergerac, 29 novembre 1945. Monsieur, J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, ces résolutions lues dans le meeting du 27 novembre 1945 à Bergerac, en vous demandant de bien vouloir les faire publier dans votre sympathique journal. Je me permets de vous remercier très chaleureusement de la campagne de presse en faveur de l'indépendance de l'Indochine et vous demande de continuer à soutenir cette légitime revendication du peuple indochinois réduit à l'esclavage par le barbare colonialisme qui défigure le vrai visage de la France. Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, mes salutations les plus reconnaissantes. Le Secrétaire.

ALLEMAGNE SUR LE FRONT OUVRIER CONGO BELGE Léopoldville, 1^{er} décembre. — Les travailleurs indigènes de la région de Léopoldville sont en grève et réclament une augmentation de salaire. Dans la région de Matadi, la troupe a ouvert le feu sur les travailleurs noirs. De nombreux morts. La presse bourgeoise en reconnaît 6 modeste-

ment. Marcel BAUPERE. Du Conseil Consultatif de la 2^e Légion Indochinoise, à Bergerac, nous recevons la lettre suivante: Bergerac, 29 novembre 1945. Monsieur, J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, ces résolutions lues dans le meeting du 27 novembre